

Transport: la Wallonie rate le train des aides de l'UE

ZOOM

La Commission européenne (CE) a adopté mercredi le réseau transeuropéen de transport/RTE-T (routes, rail, eau, aéroports) en déclarant d'intérêt européen une liste de projets prioritaires d'infrastructures représentant un budget d'investissement de près de 220 milliards d'euros. C'est l'aboutissement d'une procédure qui a duré deux ans. Mais bizarrement, l'exécutif wallon n'aurait présenté aucun projet. «*Je suis stupéfait devant cette carence du gouvernement*

wallon qui est incapable de fixer une stratégie à moyen et à long terme pour placer la Wallonie au cœur du réseau transeuropéen. Or, elle est située dans une des régions économiques les plus centrales et denses d'Europe», dit François Bellot, bourgmestre de Rochefort et chef de groupe MR au Sénat.

D'après lui, l'absence de la Wallonie de la procédure la prive d'importantes aides européennes visant à financer plusieurs projets d'envergure (Trilogiport à Liège, travaux sur le canal Albert, liaison fluviale Sambre-Escaut-Seine, train pendulaire sur l'axe Bruxelles-Luxembourg, mise à

trois voies de l'E42 entre Fleurus et Huy, etc.). En finançant les RTE-T, la CE veut éliminer les goulots d'étranglement pour faciliter le transport de marchandises en Europe. Le budget dégagé au profit des travaux d'intérêt européen dans plusieurs pays s'élève à 31,7 milliards d'euros sur 2014-2020. S'il se confirme qu'aucun projet n'a été retenu, il s'agirait d'une belle bourde. Car la Flandre a rentré des projets (port de Zeebrugge, plate-forme de transbordement eau-rail à Anvers, etc.).

Le cabinet du ministre Ecolo, Philippe Henry (Mobilité) et celui de Benoît Lutgen (Travaux) se renvoient la balle. En effet, en mai 2011, celui-ci aurait envoyé une lettre, cosignée par le ministre-Président, Rudy Demotte (PS), au commissaire européen en charge des Transports, Siim Kallas. Le courrier présentait les projets wallons pouvant figurer sur la liste des RTE-T. En soirée Demotte et Lutgen ont réagi en indiquant que l'analyse du MR traduisait une mauvaise compréhension du dossier. Des projets wallons seraient retenus: ports de Liège et de Namur, axe ferroviaire Bruxelles-Namur-Luxembourg, les aéroports de Liège et de Charleroi, les autoroutes E411, E40, E19. On verra dans quelques mois quand le Conseil et le Parlement européen auront validé la liste définitive des projets. ■ **Ph. Law.**



La Wallonie n'a pas sollicité l'aide de l'Europe pour ses gros travaux.